

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement

GRENOBLE, LE

**08 JUIN 2015**

AFFAIRE SUIVIE PAR : C.REVOL

☎ : 04.56.59.49.76

📠 : 04.56.59.49.96

## **ARRETE PREFECTORAL N°2015 DE MISE A JOUR DE CLASSEMENT**

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment le livre V, titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.513-1, R.512-31 et R.513-1 ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**VU** le décret n°2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;

**VU** la circulaire du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n°2009-1341 du 29 octobre 2009, n°2010-369 du 13 avril 2010 et n°2010-875 du 26 juillet 2010 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets, qui prévoit que la mise à jour du classement des activités concernées est réalisée par un simple arrêté préfectoral complémentaire et que cet arrêté n'a pas à être présenté au CODERST dans la mesure où il ne modifie pas les prescriptions existantes ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2009-05725 du 5 août 2009 autorisant la Communauté de Communes Chartreuse Guiers à étendre l'exploitation de la déchèterie intercommunale sur les communes d'Entre Deux Guiers et de Saint Laurent du Pont ;

**VU** la demande de la Communauté de Communes Chartreuse Guiers en date du 22 mars 2013 de bénéfice des droits acquis pour la rubrique n°2710 ;

**VU** l'arrêté inter-préfectoral n°2013107-0018 du 17 avril 2013 portant fusion des communauté de communes des Entremonts en Chartreuse, du Mont Beauvoir et de Chartreuse Guiers et créant au 1<sup>er</sup> janvier 2014 la communauté de communes Cœur de Chartreuse ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en date du 3 février 2015 ;

**VU** la lettre du 21 avril 2015 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

**CONSIDERANT** que compte tenu des modifications réglementaires, il y a lieu de mettre à jour la situation administrative du site ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu suivant les dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement de prendre un arrêté complémentaire qui actualise les activités de la Communauté de Communes Cœur de Chartreuse ;

**CONSIDERANT** que la circulaire du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n°2009-1341 du 29 octobre 2009, n°2010-369 du 13 avril 2010 et n°2010-875 du 26 juillet 2010 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets, prévoit que la mise à jour du classement des activités concernées est réalisée par un simple arrêté préfectoral complémentaire et que cet arrêté n'a pas à être présenté au CODERST dans la mesure où il ne modifie pas les prescriptions existantes ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** - La Communauté de Communes Cœur de Chartreuse est autorisée à poursuivre l'exploitation des activités reprises dans le tableau ci-annexé de sa déchèterie située dans la zone industrielle «Chartreuse Guiers» sur les communes d' Entre Deux Guiers et de St Laurent du Pont.

**ARTICLE 2** - Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

**ARTICLE 3** - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspection des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

**ARTICLE 4** - Conformément aux dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

**ARTICLE 5** - En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,

- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrits par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

**ARTICLE 6** - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé. Il sera affiché à la porte de la mairie d'Entre deux Guiers et de Saint Laurent du Pont et publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 7** – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 8** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 9** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le maire d'Entre Deux Guiers, le maire de Saint Laurent du Pont et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Communauté de Communes Chartreuse Guiers.

Grenoble, le  
Le Préfet

08 JUIN 2015

Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général

Patrick LAPOUZE





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2015

En date du

Le Préfet

08 JUIN 2015

Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général

Annexe 1- Tableau des activités de la Communauté de Communes Cœur de Chartreuse-Entre deux  
Guiers

Rubriques	Nature des activités	Volume des activités	Classement
2710-1-a	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.  1. collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant :  a) supérieure ou égale à 7 tonnes	Le volume est de :  10 tonnes	A
2710-1-b	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.  2. collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présent dans l'installation étant :  b) supérieure ou égal à 300 m <sup>3</sup> et inférieur à 600 m <sup>3</sup>	Le volume actuel est de :  500 m <sup>3</sup>	E

